

CE MONDE QUI BOUGE

Onze ans après les attentats de Londres, un musulman, maire de la capitale britannique ?

Quand on parle de l'Angleterre, c'est le club de Leicester, petite ville provinciale, qui vient de remporter le championnat de football qui nous vient à l'esprit. Cette équipe cotée à 5 000 contre 1 par les bookmakers sur laquelle personne ne pariait un penny, est aujourd'hui sous les feux de l'actualité. Mais au pays de Shakespeare, une élection inédite pour le poste de maire de Londres va peut-être éclipser la victoire de Leicester. Le scrutin auquel sont appelés ce jeudi plus de 5 millions et demi d'électeurs oppose Sadiq Khan, 45 ans, avocat, membre du Parti travailliste, à Zacharias Goldsmith, dit Zac, membre du Parti conservateur.

Inédit aussi parce que ce scrutin survient onze ans après les attentats de Londres (56 morts), de Madrid en 2004 (198 morts), de Paris en janvier et novembre 2015 (141 morts) et de Bruxelles (32 morts), en mars dernier. C'est dans ce contexte quelque peu exceptionnel que les 5,6 millions d'électeurs londoniens sont appelés à choisir entre deux hommes que tout oppose, aussi bien l'origine sociale et ethnique que le parcours politique.

Pour l'heure, Sadiq Khan est donné favori : il devance de dix points dans les sondages son rival conservateur. Mais la partie est loin d'être gagnée car Zacharias Goldsmith use de tous les ressorts raciaux et communautaristes pour inciter une majorité des 5,6 millions d'électeurs appelés aux urnes à ne pas voter pour un «musulman». Outre les électeurs de confession juive, Goldsmith gratte dans le sens du poil les électeurs hindous et sikhs, les mettant en garde contre l'arrivée à la mairie de Londres d'un musulman d'origine pakistanaise. Pire, il accuse Khan de proximité avec les islamistes radicaux, voire de leur offrir «un tremplin, de l'oxygène et une couverture». Rien de moins. Toutefois, ce qui pourrait nuire électoralement à Sadiq Khan, ce sont les propos jugés antisémites de l'ancien maire de Londres, le travailliste Ken Livingstone, et le fait que Jeremy Corbyn, le leader du Parti travailliste (le Labour), connu pour ses critiques sévères envers Israël, ne cache pas ses sympathies pour la cause palestinienne.

Réagissant aux attaques de son rival qui pourraient affecter ses possibilités d'être élu, Sadiq Khan, qui se définit comme un musulman libéral aspirant à devenir le maire de tous les Londoniens quelle que soit leur confession religieuse, accuse Zacharias Goldsmith de vouloir, à l'instar de l'Américain Donald Trump, candidat à la Maison-Blanche, diviser les Londoniens en fonction de leur religion.

«Une chose est sûre, on peine à imaginer 69 ans après la fin de ce qu'on appelait «l'Empire britannique des Indes», et sa partition en 1947 en deux Etats, l'Union indienne et le Pakistan, qu'un fils d'immigré pakistanais soit sur le point de devenir le premier maire «musulman» de la plus grande ville d'Europe (8,7 millions d'habitants). Une ville, qui fut avant la Seconde Guerre mondiale, la capitale du plus grand empire colonial, l'Empire britannique, et qui est classée aujourd'hui comme la première place financière au monde, avant New York.

Pour expliquer la popularité de Sadiq Khan, des médias français, un tantinet gênés par la perspective de voir un maire «musulman» à la mairie de Londres, mettant en avant le caractère cosmopolite de la capitale britannique, assurent de ce fait, que son ascension est due au fait que plus de 30% des Londoniens sont d'origine étrangère ! Admettons. Mais cela n'enlève rien au fait qu'une partie des plus de 60% des Londoniens, qui sont des Britanniques de «souche», bien «Blancs», pour reprendre un vocable à la mode en France pour distinguer les Français «gaulois» du reste de la population française, est prête à voter pour Sadiq Khan. En France, un fils de Maghrébin, de surcroît Algérien, maire de Paris ou de n'importe quelle grande ville française, cela relèverait de l'impensable, et ce, quand bien même il envisagerait de faire sien la thèse éculée du «rôle positif» de la colonisation. Quant au monde dit arabe et musulman, dont l'Algérie, un non-musulman n'y a aucune chance d'être éligible à la tête d'une grande ville.

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.comLÉGÈRE PERTURBATION DES VOLS
DANS LA MATINÉE D'HIER

Grève surprise à Air Algérie

Il a fallu des interventions «d'en haut» pour que la crise soit désamorcée. Une crise qui a eu pour conséquence la paralysie durant deux heures des vols d'Air Algérie à l'international.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'origine de cette situation, une dispute née entre les syndicalistes du Syndicat des pilotes de ligne algériens (SPLA) et le directeur des opérations (DO), qui était, dans un passé récent, syndicaliste et porte-parole des pilotes d'Air Algérie. Cela s'est passé hier en début de matinée, ce qui a provoqué l'annulation d'au moins deux vols, vers Tunis et vers Paris.

Selon des sources au fait de cette affaire, des échanges assez vifs ont lieu mardi dernier, au cours d'une assemblée générale des pilotes au niveau de la direction des opérations de l'aéroport international Houari-Boumediène.

Les pilotes, ajoute-t-on, étaient en colère à la suite du refus du P-dg d'Air Algérie d'accepter leurs revendications salariales. Les pilotes ont motivé leurs revendications salariales par le fait que leurs collègues de Tassili Airlines touchent pratiquement le double de leurs salaires,



Photo : Samir Sid

Deux vols annulés et des passagers pénalisés.

soit 2 millions de dinars. Le SPLA aurait demandé le départ du directeur des opérations, soupçonné de «vouloir travailler contre les intérêts du SPLA». Ce dernier est en charge des opérations aériennes et au sol (plans de vols, gestion des équipages, gestion du personnel au sol, assistance aux avions, formation des équipages...).

La reprise était très difficile car les retards étaient importants tant à l'aéroport international Houari-Boumediène que dans tous les aéroports desservis par la compa-

gnie nationale. La direction d'Air Algérie, qui ne veut certainement pas connaître le même embarras que lors de la grève de son personnel navigant commercial en juillet 2011, a tout de suite entrepris des négociations avec le syndicat des pilotes. Aux dernières informations, le premier responsable de la compagnie aurait dépêché sur place ses collaborateurs «à même de régler le problème le plus tôt possible et éviter une crise interne à la compagnie».

A. B.

AFFAIRE EL Khabar-MINISTÈRE
DE LA COMMUNICATION

Nouveau report du procès

Second report, hier, du procès de l'affaire du rachat d'El Khabar par une filiale du groupe Cevital.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est sur demande de la défense que le juge du tribunal administratif de Bir-Mourad-Raïs, à Alger, a décidé, en effet, de reporter le procès à mercredi prochain, après le premier report signifié mercredi dernier.

Cette demande du collectif de la défense permettra, selon un des avocats, Hakim Saheb en l'occurrence, de «prendre connaissance du dossier de fond» auquel, ajoutera-t-il, «ont été joints des éléments additifs». Notre interlocuteur fera part, par ailleurs, de la «constitution volontaire d'une trentaine d'avocats pour la défense du groupe Cevital».

Pour sa part, l'avocat du ministère de la Communication, Mohcine Amara, a défendu le «bien-fondé» de la plainte déposée par le département en vertu, selon lui, de «l'article 25 de la loi sur l'information». Et à l'avocat de considérer la présence massive de journalistes, d'hommes politiques et d'acteurs associatifs, venus soutenir la cause du groupe *El Khabar*, comme une «tentative de faire pression sur l'appareil judiciaire». Et d'annoncer, dans la foulée, une probable action en justice contre M^e Khaled Bourayou, membre du collectif des avocats de la défense, pour une déclaration, à son goût «déplacée» à un média étranger.



Photo : Samir Sid

Présence massive des journalistes venus soutenir la cause du groupe.

A noter qu'à l'occasion de cette audience qui n'aura duré que quelques minutes, de nombreuses personnes se sont massées sur le trottoir faisant face au tribunal dont beaucoup de journalistes du groupe *El Khabar* mais aussi des confrères d'autres médias auxquels se sont joints des acteurs politiques et associatifs. C'est ainsi que le RCD, le PT étaient fortement représentés avec sur les lieux nombre de leurs cadres aux côtés de leurs collègues du mouvement Nahda, FJD et autre Jil Jadid. Il y avait également l'ancien ministre de la Communication et ex-diplomate Abdelaziz Rahabi, le réalisateur Bachir Derrais et beaucoup d'anonymes.

Pour tout ce beau monde, «cette tentative d'annuler le rachat du groupe de presse *El Khabar* par une filiale du groupe Cevital cache mal des arrière-pensées du pouvoir de réduire au silence le dernier

îlot de résistance, à savoir les médias», comme le soutiendra Atmane Mazouz, le chargé de la communication du RCD.

Pour sa part, Ramdhane Taâzibt, cadre dirigeant du PT, estimera qu'il y a une volonté de criminaliser l'acte médiatique libre et de bâillonner les voies libres. des voies qui posent les problèmes, révèlent les dysfonctionnements, préservent l'Etat et ne le détruisent pas, contrairement à ce que soutiennent certains».

Pour l'audience de mercredi prochain, l'on promet une plus grande mobilisation citoyenne.

A noter que la manifestation s'est déroulée dans la sérénité, en présence d'un assez consistant dispositif de sécurité dont les éléments ont fait preuve, il faut le reconnaître, d'un comportement exemplaire à l'endroit des présents.

M. K.